



Envoyé en préfecture le 26/03/2026

Reçu en préfecture le 26/03/2026

Publié le **16 AVR. 2026**

ID : 076-217604479-20260326-M_A26_156B-AI

S2LO

ARRETE N° 2026-240

VILLE DE MONTIVILLIERS PERSONNEL MUNICIPAL

Arrêté portant délégation de signatures
en matière d'état civil

Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-19, R2122-8 et R2122-10,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relative à l'élection du Maire de Montivilliers,

Considérant les besoins du service et afin de faciliter les démarches des administrés, il convient de déléguer des fonctions d'officier d'état civil sous la surveillance et la responsabilité du Maire,

Considérant la qualité requise de fonctionnaire titulaire pour la délégation de signature en matière d'état civil,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mesdames

Stéphanie AUBER née le 31 mai 1972 à Sainte-Adresse, Rédacteur,

Laëtitia BENOIT née BOUILLE le 31 mai 1980 au Havre, Adjoint administratif,

Céline BLONDEL née le 9 février 1975 au Havre, Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,

Céline DOUTEAU née le 12 juillet 1979 au Havre, Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Séverine FÉRET née le 30 mai 1987 à Harfleur, Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Isabelle LE GALL née MICHAUX, le 10 juillet 1967 au Havre, Adjoint administratif,

Stéphanie MALHERBE née BONNEVILLE, le 8 avril 1973 à Saint Romain de Colbosc, Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Aline RICHER née GRANDHOMME, le 26 décembre 1968 à Harfleur, Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,

Sandy THIERRY née le 22 juin 1987 au Havre, Adjoint administratif,

Agents titulaires, sont délégués pour les formalités relatives à l'article R2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'exception des auditions des futurs époux.

Article 2 : Le présent arrêté de délégation de signature, abroge le précédent arrêté et prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité

Article 3 : Cette délégation sera exercée sous ma surveillance et ma responsabilité.

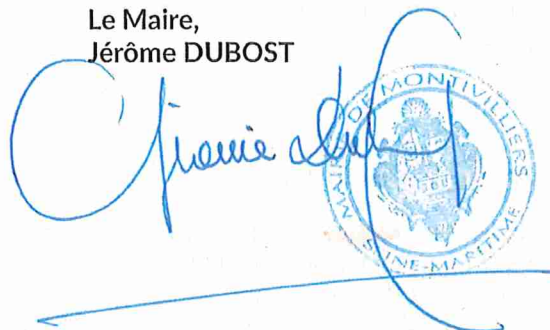
Article 4 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera

- Publié et notifié aux intéressées,
- Transmis au contrôle de légalité,
- Transmis au Procureur de la République.

Fait à Montivilliers, le 23 mars 2026

Le Maire,
Jérôme DUBOST



Notifié le 23 mars 2026
Signature des agents

